

# Tentative de suppression des Équipes légères Fabrique du Siège

## La direction franchit la ligne rouge

Vendredi 24 mars, la direction de la Fabrique a annoncé aux personnels des équipes légères de production du Siège l'arrêt de leur activité d'ici la fin de l'année 2023. Le choc est d'autant plus violent que, depuis janvier 2023, une discussion avait été engagée sur le plan de charge des équipes légères afin de réinternaliser des tournages de documentaires.

Lors de ces échanges, la direction a reconnu que sur le millier de documentaires produits chaque année par France Télévisions, seuls quelques-uns sont tournés par nos équipes internes, alors qu'elles en ont parfaitement les moyens et les compétences. La démonstration fut faite pendant plusieurs décennies. FTV se targue d'être le premier diffuseur de documentaires en France. Pourquoi n'en fabriquerait-elle plus jamais aucun en interne ? C'est un scandale social, doublé d'un abus de financement public au profit de producteurs privés.

Malheureusement les équipes de la Direction générale déléguée aux antennes et aux programmes (DGDAP) semblent ne plus connaître le moindre garde-fou, leur directeur étant visiblement incapable de faire respecter les règles pourtant en vigueur, de « priorité de recours aux moyens internes ». Le souhaite-t-il réellement d'ailleurs ?

Même chose du côté de FTV Studio qui fait tout pour ne pas recourir aux équipes légères de la Fabrique, préférant des équipes d'intermittents et leur subventionnement par la solidarité nationale via Pôle emploi, un coût qu'il faudrait bien évidemment réintégrer dans le comparatif des coûts salariaux.

Un des arguments avancés pour cette suppression des équipes de tournage est l'écologie. Plus possible de prendre l'avion ! Cette interdiction ne visera-t-elle que les services dont on souhaite se débarrasser au prétexte d'être écolo ? On connaissait l'éco blanchiment, on découvre l'éco dégraissage !

### Trop, c'est trop !

Alors que le roitelet de l'Élysée met la France à feu et à sang pour faire travailler les salarié·es deux ans de plus, la direction de FTV décide, elle, de les priver de travail. C'est cela le plan senior ?

La CGT a fait la démonstration que dans le privé, les documentaires font encore appel très majoritairement, contrairement aux faux arguments de la direction, au travail de techniciens, cadres, preneurs de son, éclairagistes et que le recours aux équipes internes n'est pas plus coûteux. La vérité éclate maintenant au grand jour : la direction baisse le pavillon face aux exigences des producteurs extérieurs, et même face aux desideratas internes de ceux qui roulent pour leurs petits copains du privé. Elle amorce ainsi la spirale infernale du sous-emploi des salariés pour mieux justifier sa restructuration.

Après l'équipe de fiction numérique de Bordeaux, l'équipe légère de Nancy, celles du Siège, à qui le tour ? Peut-être celui des équipes légères régionales pour lesquelles la direction vient de signer un protocole de sortie de grève actant la pérennisation de 4 équipes ? Est-ce là un avant-

goût d'une restructuration de plus grande ampleur dans le cadre du futur contrat entre FTV et l'État ?

## Trahison

A quoi joue la direction ? Elle doit prendre conscience que la ligne rouge est largement franchie et que nous réagirons puissamment.

Alors que la pérennité du financement de l'audiovisuel public est en danger et que l'indépendance de la télévision publique est menacée, nous n'acceptons plus de servir de variable d'ajustement aux contraintes budgétaires de l'entreprise.

Nous exigeons une ré-internalisation massive des tournages de documentaires et de magazines au profit d'équipes de tournage renforcées au sein de la Fabrique de France Télévisions, du Siège et des régions, y compris avec les équipes de Bordeaux et de Nancy.

Nous demandons à la direction de présenter au plus vite un plan de réinternalisation d'activité faute de quoi nous appellerons les salariés de la Fabrique à la mobilisation générale pour défendre leurs emplois, leur outil de travail et leurs métiers.

**Nous voulons tous vivre dignement de nos métiers !**

Paris, le 27 mars 2023